

Récap'

Une rumeur courait sur un projet de cession à l'étranger des secteurs de contrôle du ciel méditerranéen. Les secteurs D et Z sont extrêmement rentables. Ils rapportent plus de 75M € par an à la DGAC. Avec cette perte sèche, pourra-t-elle encore investir et recruter pour en finir avec les sous-effectifs ?

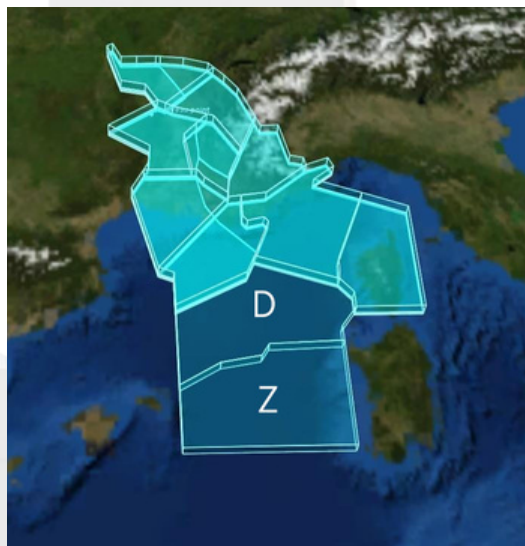
Le projet de cession est officiellement à l'étude

Le jeudi 15 janvier à 16h, la direction du CRNA/SE a annoncé officiellement l'ouverture des travaux d'étude du projet de cession des secteurs D et Z à l'étranger. La réunion a duré deux heures et rassemblait les représentants de la CFDT, de la CGT, du SNCTA et de l'UNSA. Il n'est donc plus du tout question de rumeur et l'administration a même un objectif, boucler le dossier pour 2027 !

Le directeur général a décidé de mettre ce dossier sur la table à la suite d'une demande directe du chef de l'Etat - un dossier ouvert dans un contexte de forte pression économique liée aux difficultés du transport aérien.

Le problème est remonté jusqu'au politique. Il fallait donc sans doute y apporter une réponse qui marque et qui ne fasse pas dans la demi-mesure.

La cession de DZ n'est donc probablement pas une solution rationnelle pour rééquilibrer les effectifs entre centres de contrôle européens. C'est vraisemblablement une espèce de marqueur fort destiné à imprimer les esprits.

**Une logique financière douteuse**

Nous avons des doutes sur la cohérence d'un tel projet censé régler une pénurie d'effectifs. Sur le plan purement financier l'administration annonce des chiffres qui semblent déconnectés de toute logique. Les secteurs D et Z mobilisent 27 postes ICNA à l'année. Quelle est donc la rentabilité d'un projet privant la DGAC de 75M € par an alors que 27 emplois coûtent 4,4M € par an ?

A problème politique, solution politique

La direction générale subit la pression du chef de l'Etat qui subit lui-même la pression des compagnies. Soit, nous pouvons le comprendre.

Le chef de l'Etat, son gouvernement et leurs prédécesseurs ont eux-mêmes organisé le sous-effectif en interdisant à la DGAC de recruter, alors que nous savons tous que son budget le lui aurait permis sans difficulté. Amers, nous pourrions nous contenter de leur retourner la cause du problème au visage en criant : « nous vous avons prévenu ! ». Mais ce n'est pas comme cela que nous allons avancer.

La direction doit cesser de se retrancher derrière des tableaux Excel et porter enfin une vision positive qui mobilise les agents.

La CFDT Aviation civile pose deux piliers pour construire cette sortie de crise :

1^{er} pilier : Restaurer la **CONFIANCE**

- **Retrait du projet de cession de DZ à l'étranger**
- **Tenir les engagements du protocole**

Nous réclamons l'annonce immédiate du retour des **20 postes DGAC** signés au protocole, puis sacrifiés lors des arbitrages budgétaires. Un protocole signé doit être un protocole appliqué.

- **La protection de nos métiers**

Nous exigeons l'ouverture d'un GT dédié à la **judiciarisation des métiers de l'aérien**. L'administration doit sortir de la passivité et proposer des solutions concrètes pour protéger les agents dans l'exercice de leurs fonctions.

2^{ème} pilier : **EFFECTIFS**

- **Ouverture d'une cinquième promo ICNA à l'ENAC** pour apporter une solution au problème de performance dont l'envergure est NATIONALE !
- **Fin du sous-effectif dans TOUS les services !**

On ne peut pas prétendre à l'austérité budgétaire tout en rayant 75 millions d'euros d'un trait de plume. Ces sommes doivent être réallouées à leur juste destination : le recrutement et la reconnaissance de notre travail.